



**PRÉFET
DE LA MEUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat Général

**Arrêté préfectoral n°2026 - *SS8* du *2 avril 2026*
abrogeant l'arrêté préfectoral n° 2025 – 1379 du 25 juin 2025 mettant en demeure
la coopérative agricole EMC2 à Bras-sur-Meuse**

**Le Préfet de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'Environnement,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 15 février 2023 portant nomination de Monsieur Xavier DELARUE, Préfet de la Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025-2057 du 10 octobre 2025 accordant délégation de signature à Monsieur Christian ROBBE-GRILLET, Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 3.388 du 29 juillet 1980 modifié, autorisant la Coopérative agricole EMC2 à exploiter sur le territoire de la commune de Bras-sur-Meuse, des silos de stockage de céréales ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2008-2758 du 5 novembre 2008, relatif à l'instruction de l'étude de dangers du site de Bras-sur-Meuse de la coopérative agricole EMC2 ;

Vu la visite de contrôle effectuée par l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement le 28 mars 2025 dans l'entrepôt de semences ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement afférent, référencé CL/215-2025 en date du 9 mai 2025, établi à la suite de la visite de contrôle précitée, et dont copie a été transmise à la Coopérative agricole EMC2, par courrier recommandé avec accusé de réception, conformément aux dispositions fixées par les articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025-1379 du 25 juin 2025 mettant en demeure la coopérative agricole EMC2 d'installer des robinets d'incendie armés dans l'entrepôt qu'elle exploite au sein de ses installations (silos) situées sur le territoire de la commune de Bras-sur-Meuse ;

Vu la visite de contrôle de l'entreprise susvisée, effectuée le 5 mars 2026 par l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, référencé LD/91-2026 en date du 6 mars 2026, constatant le respect des dispositions réglementaires pour lesquelles l'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral n° 2025-1379 du 25 juin 2025 susvisé ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Abrogation de la mise en demeure

L'arrêté préfectoral n°2025-1379 du 25 juin 2025, mettant en demeure la coopérative agricole EMC2, dont le siège social est Nid de Cygne – 55 100 Bras-sur-Meuse, d'installer des robinets d'incendie armés dans l'entrepôt qu'elle exploite au sein de ses installations (silos) situées sur le territoire de la commune de Bras-sur-Meuse, **est abrogé.**

Article 2 : Information

Une copie du présent arrêté est déposée, pour information, à la mairie de BRAS-SUR-MEUSE.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la Préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse, le Maire de BRAS-SUR-MEUSE et l'Inspecteur des installations classées de la DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) Grand-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

– à titre de notification, à la coopérative agricole EMC2 – Nid de Cygne – 55 100 BRAS-SUR-MEUSE

– à titre d'information, à :

- M. le Directeur Départemental des Territoires de la Meuse – service environnement,
- M. le Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations de la Meuse,
- Mme la Directrice territoriale de Meuse de l'Agence Régionale de Santé Grand Est,
- M. le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Meuse,
- Mme la Directrice de Cabinet – Bureau de Défense et de Protection Civiles,
- Mme la Sous-Préfète de l'arrondissement de Verdun.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture,



Christian ROBBE-GRILLET

Voies et délais de recours

(Application des articles L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration et R.421-1 et suivants du Code de justice administrative)

Recours administratifs

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé au Préfet de la Meuse – 40 rue du Bourg – 55012 BAR-LE-DUC Cédex,
- soit un recours hiérarchique, adressé au Ministre de la Transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature – Paroi Sud / Tour Séquoia – 92055 LA DÉFENSE Cedex.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Le rejet implicite intervient, suite au silence gardé par l'administration, à l'issue d'une période de deux mois.

Recours contentieux

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction:

Il peut être déféré au Tribunal administratif de Nancy 5, place de la Carrière – Case officielle n°20038 – 54036 NANCY Cédex :

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié,

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la présente décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « *télérecours citoyens* », accessible par le site Internet : www.telerecours.fr

